

L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Sénégal

The impact of financial inclusion on economic growth in Senegal

Mame Mor SENE

Enseignant chercheur

Institut des Politiques Publiques

Université Cheikh Anta DIOP

Laboratoire d'Analyse, de recherche et d'études de développement

Sénégal

mamemor.sene@ucad.edu.sn

Aliou Niang FALL

Enseignant chercheur vacataire

Faculté des Sciences économiques et de Gestion

Université Cheikh Anta DIOP

Laboratoire de Finances pour le Développement

Sénégal

aliouniang.fall@ucad.edu.sn

Amy DIOUF

Master en Monnaie Banque Finance

Faculté des sciences économiques et de Gestion

Université Cheikh Anta DIOP

Laboratoire de Finances pour le Développement

Sénégal

dioufamy2014@gmail.com

Abdoulaye SOW

Ingénieur statisticien économiste

Ecole nationale de la Statistique et de l'Analyse économique

ablaysow2010@hotmail.fr

Date de soumission : 23/10/2023

Date d'acceptation : 09/12/2023

Pour citer cet article :

SENE.M & AL (2023) «L'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique au Sénégal», Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 4 : Numéro 12» pp :75 – 92.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Cet article a pour objectif d'analyser les effets de l'inclusion des services financiers sur la croissance économique au Sénégal. Le modèle Autorégressif à Retards Echelonnés (ARDL) est utilisé pour l'atteint de nos résultats. Ces derniers ont montré à court terme que, les taux de croissance du PIB réel sont significativement lié à celui décalé d'une année de retard mais de manière négative. En ce qui concerne les indices des inclusions financières, ils ont un impact positif sur le taux du PIB réel. En effet, une augmentation de l'indice d'inclusion financière de 1% entraine une hausse du taux du PIB réel de 0,78%. De manière similaire aux résultats à court terme, les effets à long terme de l'indice de l'inclusion financière sur la croissance économique du Sénégal restent positifs et significatifs. Un accroissement de l'indice d'inclusion financière de 1% améliore le taux de croissance du PIB réel de 0,70%.

Mots clés : inclusion financière ; croissance économique ; ARDL ; long terme ; court terme.

JEL Codes : F43, G20, G21.

Abstract

The main objective of this study is to analyze the effects of financial inclusion on economic growth in Senegal. The Autoregressive Distributed Lag Model (ARDL) has been used to verify short-term and long-term effects between financial inclusion and economic growth in Senegal. The results of the study show that in the short-term real GDP growth rate is negatively and significantly related to its one year lagged value. Regarding the financial inclusion index, it has a positive impact on the real GDP growth rate. Indeed, an increase in the financial inclusion index of 1% leads to an increase in the real GDP growth rate of 0,78%. Similar to the short-term results, the long-term effects of the financial inclusion index on Senegal's economic growth remain positive and significant. An increase in the financial inclusion index of 1% improves the real GDP growth rate by 0,70%.

Keywords: financial inclusion; economic growth; ARDL; short-term; long-term.

Introduction

Depuis plusieurs décennies les hommes politiques et les économistes cherchent de consensus des services financiers sur une croissance économique durable et équitable, afin de réduire la pauvreté. Selon la banque mondiale, l'inclusion financière rend compte de la possibilité pour les individus et les entreprises d'accéder à toute une gamme de produits et de services financiers (transactions, paiements, épargne, crédit, assurance) qui soient d'un coût abordable, utiles, adaptés à leurs besoins et proposés par des prestataires fiables. En effet, selon (Attali, 2014), l'avenir de l'Afrique réside désormais, en partie, dans sa capacité à rendre son secteur économique et financier plus inclusif. Dans l'UEMOA, l'inclusion financière se définit comme « l'accès permanent des populations à une gamme diversifiée de produits et services financiers adaptés, à coûts abordables et utilisés de manière effective, efficace et efficiente » (BCEAO, 2019). L'inclusion financière permet de renforcer le dynamisme de l'activité économique dans toutes ses formes.

Depuis 2005, "année du micro-crédit", la problématique du renforcement de l'accès des populations aux services financiers de base a pris une grande importance à l'échelle mondiale et particulièrement dans les pays africains. En outre, les faits montrent de plus en plus que l'amélioration du niveau d'inclusion financière à travers l'extension des services d'épargne, de crédit, d'assurance et de paiement contribue de manière significative à une croissance économique durable (UNCDF, 2016). L'inclusion financière est devenue l'un des piliers de l'agenda international pour le développement.

Le succès et l'essor qu'a connu le microcrédit, comme instrument de base, a déclenché d'autres besoins financiers de la population pauvre qui ne pouvaient pas être satisfaits par les circuits bancaires classiques ; ces besoins sont à l'origine de l'apparition de la micro finance. Dans ce sens, elle ne se limite plus à l'octroi de microcrédit aux pauvres mais elle s'étend à la fourniture d'un ensemble de services financiers à tous ceux qui sont exclus du système financier classique ou formel.

Au Sénégal, le secteur financier a démontré un dynamisme soutenu au cours de ces dernières années mais depuis 2020 la pandémie de la Covid-19 a contrarié la performance économique notamment le système financier. Ces premiers effets se sont traduits au niveau des banques par un tassement de l'activité de crédit et des reports significatifs d'échéance pour éviter des impayés. Par contre, la collecte de dépôts s'est renforcée et les volumes de transactions digitales ont progressé, indiquant une orientation de plus en plus marquée vers les services numériques.

Dans le but d'appréhender le niveau global de l'inclusion financière, la BCEAO a construit un indice d'inclusion financière tenant compte de l'ensemble des dimensions. Il est compris entre 0 et 1, traduisant respectivement une situation d'exclusion totale et une inclusion financière aboutie. Au niveau de l'UEMOA, cet indice est ressorti à 0,562 en 2021 contre 0,522 en 2020 et au Sénégal cet indice est ressorti à 61,9% en 2021 contre 58,9% en 2020, reflétant un niveau d'inclusion financière globalement modéré. Au vu de ces constats, il est pertinent de s'interroger si, **l'inclusion financière a un impact sur le taux de croissance du PIB réel au Sénégal ?**

Le reste de cette étude est divisé comme suit. La première section présente la revue de littérature ; la section 2 fait une analyse des faits stylisés ; la section 3 décrit les données et la méthodologie ; puis finir par la section 7 qui examine le contrôle optimal des résultats de la régression..

1. Revue de la littérature

Cette section comporte deux (2) parties les fondements théoriques et les travaux empiriques.

1.1 Revue Théorique

Les premières réflexions théoriques sur l'impact de la finance sur le taux de croissance du PIB réel, remontent à (Schumpeter, 1911), qui soutient qu'un système financier bien développé catalyse l'innovation technologique et la croissance économique en fournissant des services financiers aux entrepreneurs qui ont la plus forte probabilité de mettre en œuvre avec succès des produits et processus innovants.

L'approche de Schumpeter a été soutenue par (Goldsmith, 1969), (Goldsmith, 1973) et (Shaw G. &., 1973) qui ont souligné d'important rôle que joue le système financier sur le taux de croissance du PIB réel. Ces approches reposent sur la détermination des marchés financiers pour fixer les taux d'intérêt et augmenter la demande de services financiers qui développe davantage la concurrence entre les banques et assure la hausse du taux d'épargne, ce qui accroît l'investissement dans l'économie. (Bagehot, 1873) soutient que le secteur financier a un impact positif sur la croissance économique. Pour justifier cette position, Bagehot fait une présentation où il expliquait que le succès du développement d'économie repose sur la supériorité de son marché financier.

(Bagehot, 1874) a souligné que la principale contrainte liée à la capacité d'un pays à financer des projets importants n'était pas le taux d'épargne en lui-même, mais la capacité du système financier à mettre en commun et à attribuer les ressources.

Plus un système financier est développé, plus la probabilité que la croissance économique cause le développement financier est élevé.

(Shaw G. &., 1960) Soutiennent l'idée selon laquelle la diversification financière qui accompagne le développement de la sphère financière affecte positivement le développement économique.

(Levine, 2005) Montre que le développement financier contribue à la croissance en fournissant des informations sur des projets potentiels, en contrôlant la mise en œuvre d'investissement et en améliorant la gestion des risques.

Pour (Klapper, 2012), l'inclusion financière permet la participation de tous les individus aux services financiers en fournissant un ensemble de produits/services financiers de proximité à toutes les couches sociales, notamment celles exclues des services financiers classiques. L'exclusion financière concerne des groupes d'individus présentant des difficultés d'usage et d'accès à un compte bancaire, aux moyens de paiement, au crédit et aux produits d'épargne.

1.2 Revue Empirique

(Kabikissa, 2020) à l'aide du modèle ARDL sur la période 1986-2016 au Congo, conclut que l'inclusion financière a une influence significative et positive sur le PIB Hors pétrole au Congo. Mais l'inclusion financière à long terme est plus forte que celle de court terme. Pour ce dernier, le niveau d'inclusion financière mérite donc d'être amélioré par la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures et d'initiatives telles qu'une baisse des frais bancaires, une vulgarisation de la culture financière, un renforcement du cadre réglementaire en mettant l'accent sur la protection des déposants, la promotion et le développement des nouvelles technologies.

Dans une étude récente en Côte d'Ivoire (Bi.K.G.C, 2021), sur des données couvrant la période de 1995 à 2019, les résultats de son estimation montrent que l'inclusion financière des particuliers a un effet sur la croissance économique.

Une hausse du taux d'intérêt augmente l'opportunité de l'emprunteur et son risque de défaillance, mais une politique de baisse de taux d'intérêt peut entraîner une hausse de la rentabilité des projets d'investissements financés par crédit bancaire ((Nicolo, 2005).

Dans son étude récente réalisée dans les pays de l'Afrique Sub-Saharienne, (Kuindja, 2020), en utilisant la Méthode des Moments Généralisés (MMG) en panel dynamique de 36 pays entre 2000 et 2018 montre que les institutions exercent un rôle sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance du PIB réel.

Dans la présente étude, nous allons utiliser le modèle ARDL. Cependant, la présentation des programmes politiques d'inclusion financière au Sénégal et des faits stylisés s'avère nécessaire.

2 Inclusion financière et croissance économique au Sénégal

Au cours de l'année 2020, différentes initiatives ont été menées au niveau des Etats pour le renforcement de l'inclusion financière dans l'UEMOA. Elles portent notamment sur l'élaboration de stratégies nationales d'inclusion financière, l'adoption de programmes d'éducation financière et la réalisation de campagnes de sensibilisation des populations, la promotion de la digitalisation des paiements et des innovations financières ainsi que le développement de fonds nationaux pour la microfinance.

Ainsi, au Sénégal, des journées de l'Inclusion Financière ont été organisées du 23 au 28 novembre 2020 par le Comité National de Suivi de la Mise en Œuvre (CNSMO) de la Stratégie régionale d'inclusion financière dans l'UEMOA. L'objectif de cet événement, organisé en mode virtuel, était de consolider les acquis des deux premières éditions de la Semaine de l'Inclusion Financière par l'organisation de plusieurs ateliers, notamment sur (i) la promotion de la finance islamique, (ii) l'esprit d'entrepreneuriat ainsi que (iii) l'éducation financière. La rencontre a également permis de faire le bilan des éditions 2018 et 2019 de la Semaine de l'Inclusion Financière.

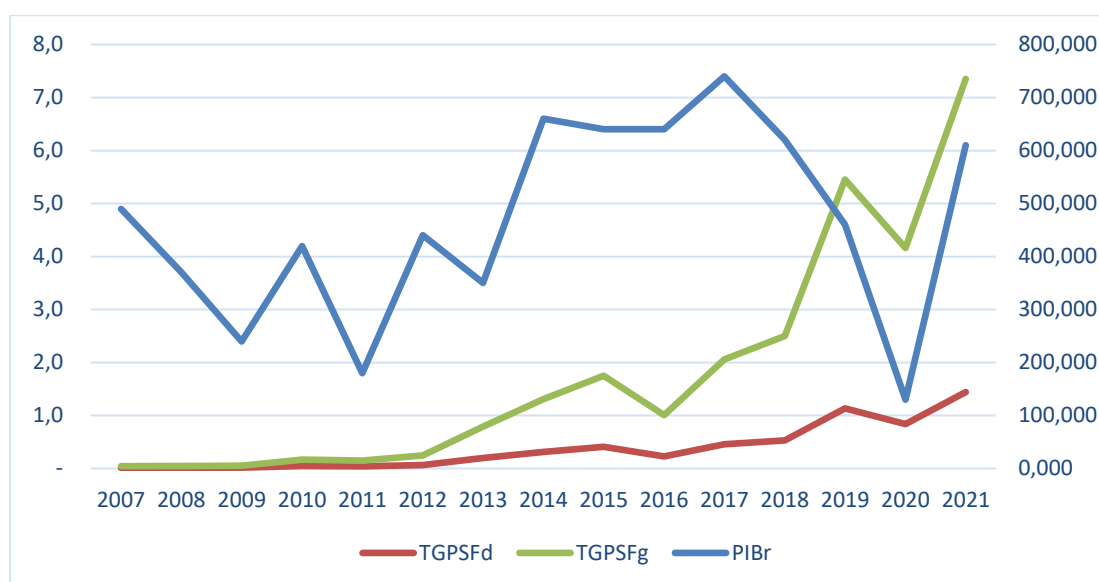
Par ailleurs, les travaux d'élaboration de la stratégie nationale d'inclusion financière se sont poursuivis en 2020. Le document cadre a été validé par le Comité Technique qui a été mis en place par le Ministre en charge des finances à cet effet.

Dans le cadre du Programme de Résilience Economique et Sociale (PRES), un demi-milliard de francs CFA a été accordé à vingt-deux (22) SFD, à travers le Fonds d'Impulsion de la Micro finance à taux nul, avec comme contrepartie le financement de leurs membres à un taux maximum de 3% l'an, tous frais compris.

Au plan régional, les initiatives ont notamment porté sur l'élaboration de programmes visant le renforcement des capacités des populations en littérature financière, la poursuite des travaux pour la promotion des services financiers numériques et la digitalisation des paiements des États ainsi que le renforcement de l'écosystème pour promouvoir les innovations financières.

Des faits stylisés de l'inclusion financière et la croissance économique se présentent dans le tableau ci-dessous :

Figure 1: Évolutions du taux de croissance du PIB réel (PIBr), des taux globaux de pénétration démographique (TGPSFd) et géographique (TGPSFg) des services financiers du Sénégal.



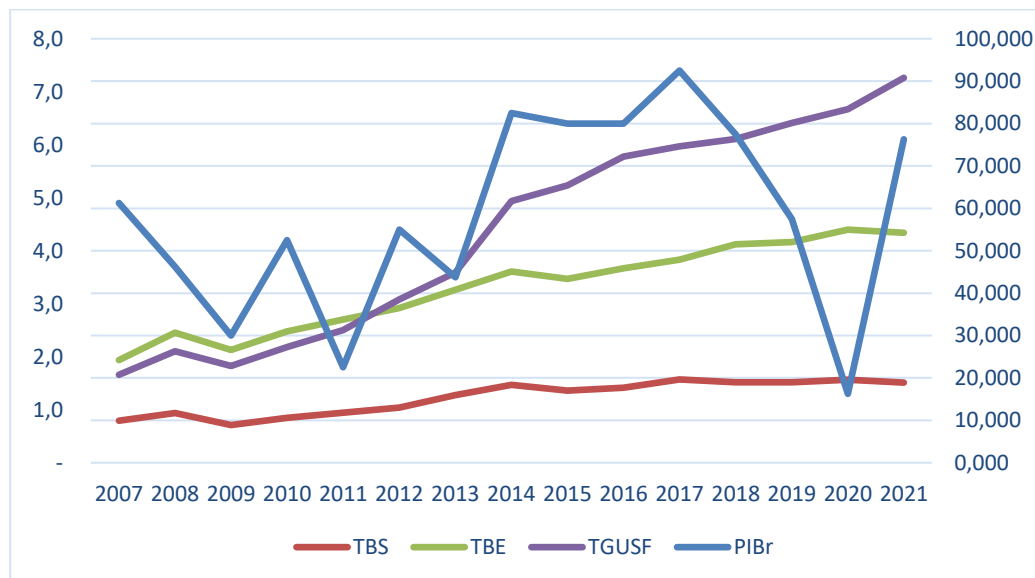
Source: DPEE, BCEAO

Le graphique n°1 représente les évolutions du taux de croissance et des indicateurs d'accès (taux globaux de pénétration démographique et géographique des services financiers). L'analyse de l'évolution du taux de croissance du PIB réel et des taux globaux de pénétration démographique et géographique des services financiers fait apparaître que la période de baisse du taux de croissance du PIB coïncide avec la diminution des taux globaux de pénétration démographique et géographique des services financiers. Alors que la hausse du taux de croissance du PIB réel coïncide avec l'augmentation de ces taux. Toutefois, l'évolution du taux global de pénétration géographique des services financiers est plus rapide que celle du taux de pénétration démographique des services financiers. Ce dernier, est passé de 113 points de services pour 10.000 adultes en 2019 à 84 points de services pour 10.000 adultes en 2020 soit un repli de 29 points de services, du fait de la suppression de guichets par l'émetteur de monnaie électronique (EME) Orange Finances Mobiles Sénégal (OFMS), relative à la mise en œuvre d'une plateforme de "Self Inscription" (inscription autonome) par le relèvement du plafond de dépôt en ligne.

Quant au taux global de pénétration géographique des services financiers, il a aussi connu un repli de 130 points, passant de 546 points de services sur 1.000 km² en 2019 à 416 points de

services sur 1.000 km² en 2020. Cela peut être expliqué en partie par la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui n'a pas favorisé l'exploitation ou le déploiement des points de services de banque ou de microfinance.

Figure 2 : Évolutions du taux de croissance du PIB réel (PIBr), des taux de bancarisation strict (TBS) et élargi (TBE) et du taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF) du Sénégal.



Source: DPEE, BCEAO

L'analyse comparée des évolutions du taux de croissance du PIB réel et des indicateurs d'utilisation des services financiers laisse apparaître que la baisse du taux de croissance coïncide avec la diminution des taux de bancarisation strict et élargi et du taux d'utilisation des services financiers alors que la hausse du taux de croissance coïncide avec l'augmentation de ces taux. Toutefois, l'évolution du taux global d'utilisation des services financiers (taux d'inclusion financière) est plus rapide, 83% en 2020, que les taux de bancarisation strict et élargi respectivement 20% et 55% en 2020. Cela serait expliqué par l'utilisation plus accentuée de la monnaie électronique pour effectuer des transferts, dépôts, achats de crédit et paiements de facture par les populations, en raison d'une part, de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et, d'autre part, des mesures prises par la Banque Centrale pour l'assouplissement des conditions d'ouverture des comptes. Il ressort de cette analyse que la monnaie électronique a permis d'améliorer, de manière significative, l'utilisation des services financiers au Sénégal.

3. Méthodologie

Pour analyser l'inclusion des services financiers sur le taux de croissance du PIB réel au Sénégal, nous optons pour le modèle ARDL.

Cette partie s'articule autour de deux sections. La première section est consacrée à la spécification théorique du modèle ARDL et la deuxième à la spécification empirique du modèle.

3.1. Spécification Théorique

Les modèles ARDL « AutoRegressive Distributed Lag/ARDL », ou « modèles autorégressifs à retards échelonnés » en français, sont des modèles dynamiques. Ces derniers font intervenir des variables décalées dans le temps contrairement aux modèles statiques. Ces modèles ont la particularité de prendre en compte la dynamique temporelle (délai d'ajustement, anticipations, etc.) dans l'explication d'une variable (série chronologique). Ils ont la forme générale suivante :

$$Y_t = f(X_t, Y_{t-p})$$

Avec la présence de la variable endogène décalée comme explicative, et de multi-colinéarité, ce qui implique l'estimation des paramètres par les MCO. Sous sa forme (explicite) générale, un modèle ARDL s'écrit comme suit :

$$Y_t = \varphi + a_1 Y_{t-1} + \dots + a_p Y_{t-p} + b_0 X_t + \dots + b_q X_{t-q} + \varepsilon_t$$

Toutefois, l'on ne sait pas appliquer un modèle ARDL pour des séries intégrées à des ordres qui dépassent 1.

3.2. Spécification Empirique du modèle

L'analyse empirique a été réalisée à partir de la période de 2007 à 2021. Le modèle a pris en compte le taux de croissance du PIB réel, l'indice d'inclusion financière, l'investissement en pourcentage du PIB, le solde budgétaire et le degré d'ouverture. Ainsi, le modèle de cette étude sera le suivant :

$$\log PIBr_t = a_0 + a_1 \log IIF_t + a_2 \log INV_t + a_3 \log SOLBUDG_t + a_4 DEGOUV_t + \varepsilon_t$$

Notre variable à expliquer est la croissance économique. La variable PIBr est utilisé ici comme l'indicateur pertinent de la croissance économique.

On a comme variables explicatives : la variable IIF qui représente l'indice d'inclusion financière, l'inclusion financière est appréhendée, dans toutes ses dimensions dans l'UEMOA, à partir d'un indice synthétique, calculé en tenant compte de l'ensemble des sept indicateurs réunis. Il s'agit d'une valeur unique, comprise entre 0 et 1, qui traduit respectivement une situation d'exclusion totale et une inclusion financière aboutie. L'IIF représente notre variable d'intérêt. Le signe attendu est positif ;

La variable INV représente le taux d'investissement, c'est la part de l'investissement par rapport à la richesse produite. L'investissement est considéré comme le principal facteur de croissance

économique qui augmente le revenu (effet multiplicateur) ou augmente sous l'influence de l'accélérateur ainsi que la croissance du revenu. Le signe attendu est positif ;

La variable DEGOUV illustre le degré d'ouverture. On parle également de taux d'ouverture.

Le signe attendu est positif ;

La variable SOLBUDG qui représente le solde budgétaire de l'Etat. C'est la différence entre les recettes et les dépenses prévues dans la loi de finances (budget de l'Etat). Le signe attendu est positif.

$a_0 \dots a_4$ représentent les paramètres du modèle, ε_t est le terme d'erreur.

- **Source de données**

Les données utilisées pour mener cette étude sont annuelles, courant la période de 2007 à 2021 et proviennent de la Direction de la Prévision des Etudes Economiques (DPEE) et de la base de données de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

4. Résultats

4.1 Analyse descriptive des données

Il ressort du tableau 1 ci-dessous que la variable investissement est plus volatile que les autres variables avec un écart type (Std. Dev) de 4,750612. Par contre, l'indice d'inclusion financière est moins volatile (0,141111). Le taux de croissance du PIB réel moyen de la période d'étude est de 4,66 et l'indice d'inclusion financière moyen est de 0,385.

Tableau 1: Statistique descriptive des variables

	PIBr	IIF	INV	DEGOUV	SOLBUDG
Mean	4.660000	0.384667	28.01000	30.66067	-3.956000
Median	4.600000	0.380000	28.33000	29.80000	-3.900000
Maximum	7.400000	0.620000	35.72000	39.25000	0.000000
Minimum	1.300000	0.230000	19.70000	25.10000	-6.400000
Std.Dev	1.869989	0.141111	4.750612	3.618302	1.477482
Observation	15	15	15	15	15

Source: DPEE, BCEAO Calcul de l'auteur

4.2 Etude sur la corrélation de variables

Avant d'aborder le modèle ARDL et les autres tests, il est nécessaire d'identifier le degré de corrélation entre les variables dépendantes et indépendantes. Ainsi, le tableau 2 ci-dessous représente les résultats issus de la matrice de corrélation, nous constatons que la variable dépendante (taux de croissance du PIB réel) est faiblement corrélée avec la variable d'intérêt

(indice d'inclusion financière), avec un taux de 27,58%. L'indice d'inclusion financière est fortement corrélé avec l'investissement, avec un taux de 75,89%.

Tableau 2: Matrice de corrélation des variables

	PIBr	IIF	INV	SOLDBUDG	DEGOUV
PIBR	1.000000	0.275778	0.131816	0.342614	-0.111738
IIF	0.275778	1.000000	0.758947	-0.481724	-0.120709
INV	0.131816	0.758947	1.000000	-0.138173	0.232129
SOLDBUDG	0.342614	-0.481724	-0.138173	1.000000	0.362953
DEGOUV	-0.111738	-0.120709	0.232129	0.362953	1.000000

Source: DPEE, BCEAO ; Calcul de l'auteur

4.3 Contrôle optimal d'une regression

Cette section est divisée en deux parties : la stationnarité, la validation et retards optimaux.

4.3.1 Stationnarité des variables

Pour tester la stationnarité d'une série temporelle (absence de racine unitaire), plusieurs tests sont disponibles dans la plupart de logiciels : test de Augmented Dickey-Fuller/ADF, test de Phillippe-Perron/PP, Kwiatkowski Phillips Schmidt et Shin/KPSS, etc. Dans cette étude nous optons pour le test de ADF pour étudier la stationnarité des variables. Ainsi, les résultats de test de Dickey Fuller Augmenté menés sur nos variables sont résumés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3: test de Dickey Fauller Augmenté (ADF)

Test	ADF en niveau			ADF en première différence			Conclusion
	Intercept	Intercept and trend	None	Intercept	Intercept and trend	None	
PIBr	-2.4972 (-3.0989)	-2.7166 (-3.7912)	-0.3945 (-1.9710)	-4.9325 (-3.1199)	-4.6644 (-3.8290)	-5.2145 (-1.9710)	I (1)
IIF	1.7574 (-3.1754)	-2.0253 (-3.9334)	3.8240 (-1.9777)	-1.7411 (-3.2127)	-4.6241 (-3.9334)	0.2249 (-1.9823)	I (1)
INV	-1.0290 (-3.0989)	-4.7625 (-3.8290)	2.0827 (-1.9777)	----	----	----	I (0)
DEGOUV	-2.3108 (-3.0989)	-1.8789 (-3.7912)	-0.5977 (-1.9684)	-3.0787 (-3.1199)	-4.8285 (-3.9334)	-3.1327 (-1.9710)	I (1)
SOLBUDG	-1.1696 (-3.1449)	-1.5116 (-3.9334)	0.4790 (-1.9684)	-4.8933 (-3.1199)	-0.0015 (-4.0082)	-5.0130 (-1.9710)	I (1)

Source : Calcul de l'auteur

Les résultats obtenus dans le tableau 3 montrent que les variables taux de croissance du PIB réel, indice d'inclusion financière, degré d'ouverture et solde budgétaire sont intégrées d'ordre 1, car les statistiques de ADF sont supérieures aux valeurs critiques au seuil de 5%. On accepte l'hypothèse nulle de la racine unitaire. Donc ces variables citées ne sont pas stationnaires en niveau mais sont stationnaires en différences premières I (1), alors que le taux d'investissement reste stationnaire en niveau. Son ordre d'intégration est de I (0). Ainsi, le modèle ARDL est applicable.

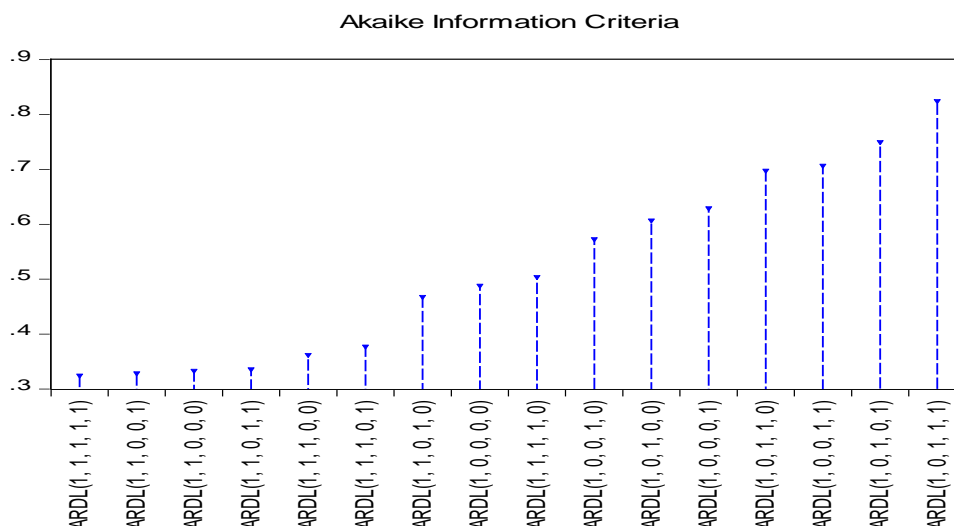
4.3.2 Validation du modèle

Des tests de diagnostics ont été réalisés pour évaluer la robustesse de notre modèle : il s'agit du test de normalité des résidus (graphique 3 en annexe), du test d'autocorrélation des résidus (tableau 8 en annexe), du test d'hétéroscédasticité des erreurs (tableau 9 en annexe), les tests de stabilité Cusum et Cusum carré (graphique 4 en annexe) et le test de spécification du modèle (tableau 10 en annexe). Les résultats issus des tests confirment l'absence de corrélation des résidus, il n'y a pas d'hétéroscédasticité des erreurs, il y a normalité des résidus. Par ailleurs, les tests de Cusum et Cusum carré révèlent que tous les paramètres sont stables sur toute la période d'étude, car les résidus restent à l'intérieur de l'intervalle de confiance au seuil de 5%, alors notre modèle est stable. Le modèle est globalement significatif et bien spécifié. On peut dire que le modèle est valide.

4.3.3 Détermination des retards optimaux du modèle

Pour sélectionner le modèle ARDL le plus optimal, celui qui offre les résultats statistiquement significatifs avec le moins de paramètres, nous allons nous servir du critère d'information Akaike (AIC).

Figure3: Valeurs graphiques AIC



- **Interprétation des résultats de l'étude**

Cette partie de l'étude sur l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique du Sénégal retrace les résultats obtenus à l'aide d'un modèle ARDL.

- **Dynamique de court terme**

Les résultats de court terme de l'étude consigné dans le tableau 4, montrent que la plus-value associée au taux de croissance du PIB réel décalée d'une année est de 0,43% inférieure à 5%. Par conséquent, la variable est significative et dépend négativement du taux de croissance du PIB réel de l'année en cours. Lorsque la valeur décalée du taux de croissance du PIB réel augmente de 1%, le taux de croissance du PIB réel de l'année en cours diminue de 2,24%. Cette situation traduirait la volatilité de la croissance économique sénégalaise dans le court terme en relation avec le secteur primaire qui dépend fortement de la pluviométrie. En plus l'économie sénégalaise subit de manière fréquente des chocs externes. En effet, au Sénégal la crise sanitaire liée à la Covid-19 a interrompu la tendance de croissance forte (6,6% en moyenne entre 2014 et 2018, mais seulement 1,3% en 2020 et 4,6% contre 2019). Toutefois la mise en œuvre du Programme de résilience économique et social (PRES) a permis aux autorités sénégalaises de limiter les effets néfastes de cette pandémie à travers le soutien aux ménages et aux secteurs les plus touchés. Ce signe négatif peut aussi s'expliquer par le conflit Russo-Ukrainien qui a compromis la dynamique de la reprise. La croissance réelle devrait se ralentir, passant de 6,1% en 2021 à 5% en 2022, car la consommation et l'investissement privés diminuent en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie et d'une plus grande incertitude (Mondiale B. , 2022). L'embargo du Mali aussi a ralenti la reprise, le Mali est le premier partenaire économique du Sénégal, la plupart des exportations du Sénégal est destinée au Mali. Concernant l'indice d'inclusion financière, il exerce un impact positif sur le taux de croissance du PIB réel. Toute augmentation de 1% de l'indice d'inclusion financière entraîne une hausse de 0,78% du taux de croissance du PIB réel, toutes choses égales par ailleurs. De la même manière, si l'indice d'inclusion financière augmente de 1% une année avant, le taux de croissance du PIB réel augmente de 1,56%. Ce résultat s'expliquerait par le fait que le renforcement des points de services financiers, de banques, d'institutions de microfinance et d'institutions de monnaie électronique favorise une augmentation des volumes de crédits accordés entraînant une hausse de la consommation et des investissements, ce qui a tendance à améliorer la croissance économique. Pour les variables de contrôles, le solde budgétaire et le

degré d'ouverture ont affiché les effets escomptés (positifs) sur la croissance économique, l'investissement reste négatif et non significatif à court terme.

Tableau 4: Résultats de court terme

Variables	Coefficient	Std.Error	t-statistic	p-value
C	21,23449	8,868076	2,394488	0,07848
LOG(PIB(-1))	-2,243494	0,384266	-5,5838394	0,0043
LOG(DGOU(-1))	-3,51605	2,770595	-1,26906	0,2732
LOG(IIF(-1))	1,564242	0,531995	2,940331	0,0424
LOG(INV(-1))	-0,247423	1,47844	0,167354	0,8752
SOLBUGD(-1))	0,876844	0,212576	4,124851	0,0146
DOLG(DEGOUV)	0,056982	1,792979	0,03178	0,9762
DLOG(IIF)	0,782425	1,040525	0,751951	0,4939
DLOG(INV)	-1,765967	1,30875	-1,349354	0,2485
D(SOLBUGD)	0,621982	0,113206	5,49427	0,0053

Source: DPPE, BCEAO ; Calcul de l'auteur

- **Dynamique de long terme**

Le tableau ci-dessous représente les résultats issus de l'estimation des coefficients ou élasticités de long terme. Comme à court terme, les effets de l'indice d'inclusion financière sur la croissance économique du Sénégal restent positifs et significatifs, une hausse de 1% de l'indice d'inclusion financière entraîne une augmentation de 0,70% de la croissance économique à long terme. Ce résultat s'expliquerait par le fait que le renforcement des points de services financiers, de banques, d'institutions de microfinance et d'institutions de monnaie électronique favorise une augmentation des volumes de crédits accordés entraînant une hausse de la consommation et des investissements, ce qui a tendance à améliorer la croissance économique. Toutefois, l'augmentation à court terme est plus importante que celle à long terme. Plus de points de services financiers, plus de banques, plus d'institutions de microfinance, plus d'institutions de monnaie électronique et moins de coûts aux services financiers offerts par les populations, et plus le taux de croissance augmente. L'inclusion financière a pris ces dernières années une place importante dans l'explication de la croissance des économies. Ces résultats corroborent avec certaines études postulant que l'inclusion financière a un impact positif sur la croissance économique. C'est le cas de Kabikissa (2020) qui a mené une étude sur l'incidence de

l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo et a trouvé que l'inclusion financière a une influence significative et positive sur la croissance économique au Congo, notamment sur la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) hors pétrole.

Pour les variables de contrôles, seul le solde budgétaire qui a affiché les effets escomptés (positifs) sur la croissance économique du Sénégal, l'investissement et le degré d'ouverture restent négatifs et non significatifs à long terme.

Tableau5: Résultats de Long terme

Variables	Coefficients	Std.Error	T-statistic	P-value
LOG(DEGOUV)	-1,56722	1,057305	-1,482279	0,2124
LOG(IIF)	0,697235	0,219589	3,175184	0,0337
LOG(INV)	-0,110285	0,662535	-0,166459	0,8759
SODBUG	0,390839	0,045876	8,519429	0,001
C	9,46492	2,72751	3,470168	0,0258

Source: DPEE, BCEAO ; Calcul de l'auteur

Conclusion

Dans le cadre de ce travail, l'objectif principal était d'étudier l'impact de l'inclusion financière sur la croissance économique du Sénégal. L'étude empirique a été faite à partir des données disponibles couvrant la période 2007 à 2021. Le modèle Autorégressif à Retards Echelonnés (ARDL) a été choisi afin de vérifier les dynamiques de court terme et les effets de long terme entre l'inclusion financière et la croissance économique sénégalaise. Les variables sont intégrées à des ordres différents I (0) et I (1), le test de Pesaran et al. (2001) appelé aussi test de cointégration aux bornes est le plus adapté pour ce cas, les résultats issus de ce test montrent qu'il existe une relation de long terme entre les variables. Les résultats de l'étude ont montré à court terme que le taux de croissance du PIB réel est lié négativement et de manière significative de sa valeur décalée d'une année. En effet, un accroissement de la valeur décalée du taux de croissance du PIB réel de 1% entraîne une détérioration du taux de croissance du PIB réel de l'année en cours de 2,24 en point de pourcentage. Cette situation traduirait la volatilité de la croissance économique sénégalaise dans le court terme en relation avec le secteur primaire qui dépend fortement de la pluviométrie. Concernant l'indice de l'inclusion financière, il a un impact positif sur le taux de croissance du PIB réel. En effet, une augmentation de l'indice d'inclusion financière de 1% entraîne une hausse du taux de croissance du PIB réel de 0,78%.

De manière similaire aux résultats de court terme, les effets dans le long terme de l'indice d'inclusion financière sur la croissance économique du Sénégal restent positifs et significatifs. Un accroissement de l'indice d'inclusion financière de 1% améliore le taux de croissance du PIB réel de 0.70%. Ce résultat s'expliquerait par le fait que le renforcement des points de services financiers, de banques, d'institutions de microfinance et d'institutions de monnaie électronique favorise une augmentation des volumes de crédits accordés entraînant une hausse de la consommation et des investissements, ce qui a tendance à améliorer la croissance économique.

En termes de recommandations, l'étude suggère la mise en œuvre effective de la stratégie nationale d'inclusion financière à travers l'augmentation du nombre de points de services financiers et le nombre de personnes bancarisées. La vulgarisation de l'éducation financière et la digitalisation des procédures seraient les étapes fondamentales pour inclure davantage des personnes dans le système financier.

En termes de perspectives, cette étude pourrait intégrer les variables telles que l'éducation financière, la modernisation des systèmes de paiements et la protection des consommateurs à travers le renforcement de la lutte contre la fraude, afin de mieux améliorer les résultats de l'étude et de leurs robustesses.

BIBLIOGRAPHIE

- Adama U., Joseph, U. Duru, Innocent and O. Diyoke, Kenneth, "The Role of Microfinance Banks on Employment Generation in the Grassroots": Evidence from Karu Local Government Area of Nasarawa State, Nigeria, Article 9p, 2017
- AFD : Les interventions de l'AFD dans le secteur de la microfinance, Note d'orientation – Janvier 2000
- Beatrice Muteru, "The effect of Microfinance institutions on growth of women owned enterprises": A case study of Kenya women finance trust in Kikuyu Township, Journal 20p, Vol.1., Issue 5 2013
- Bernd, B. et Guezennec, C. (2013). Le microcrédit professionnel en France: Quels effets sur l'emploi?. Centre d'analyse stratégique, Numéro 2013-07
- Bisrat Gebru, Issac Paul, "Role of micro finance in alleviating urban poverty in Ethiopia", Journal 2011, 16p
- CENTRE WALRAS (2000), « L'appui des autorités publiques à la création d'entreprise par les chômeurs est-il justifié », Rapport pour le programme d'action du Bureau

international du travail, La microfinance et le travail autonome. La création d'entreprise par les chômeurs, BIT / Centre Walras.

- CIGALES (2000), « L'auto-emploi. La qualité du travail dans une micro entreprise créée par un chômeur », Rapport pour le programme d'action du Bureau international du travail, La microfinance et le travail autonome. La création d'entreprise par les chômeurs, BIT / Cigales
- CGAP (2003). L'impact de la microfinance. Note sur la microfinance, n°13.
- E. NIYONGABO, "Défis du financement agricole et rural, rôle pour la microfinance et implications pour les politiques publiques en Afrique subsaharienne". Pistes de recherche basées sur le cas du Burundi, Journal 31, 2008
- EFICEA (2000), « Les pratiques d'évaluation dans le champ de la microfinance », Rapport pour le programme d'action du Bureau international du travail, La microfinance et le travail autonome. La création d'entreprise par les chômeurs, BIT / EFICEA
- FINSETH W. (2000b), « Microfinance Agents : Performance Measures », A Contribution to the ILO Action Programme on « Enterprise Creation by the Unemployed – The Role of Microfinance in Industrialized Countries », ILO / MarketPower International
- Germain Sonkeng, Jean Max KONO ABE, Rostand YOTA, Issofa GNIGNINDIKOUP, "Microfinance et création d'emploi au Cameroun", Revue Janvier-juin 2018, 24p
- Guerin, I. (2002). La micro-finance et la création d'entreprise par les chômeurs La situation dans quelques pays européens et en Amérique du Nord. Bureau International du Travail, 107p
- Hicham IHSAN Kamal ZEHRAOUI et Rachid CHAABITA, "L'auto emploi des migrants subsahariens au Maroc et la microfinance", Revue Africaine Juin 2020, 12p
- IFAD : Rural enterprises project Ghana, Interim evaluation, Executive summary and agreement at completion point – July 2000
- ILO (2000), « Micro-finance for Self-employment. Enterprise Creation by the Unemployed », Conference Report, Bonn, 24-26 may
- Imran Azad, "Impact of Microfinance on Income and Employment of Women in Jigjiga", Journal 11p, Ethiopia Mars 2021

- J.C. WOILLET : Projet d'appui à la création et au développement d'entreprises artisanales (BIT) : Réflexions sur les mécanismes et structures de promotion des micro et petites entreprises artisanales en Mauritanie – Mai 1993
- LÉVESQUE B., MENDELL M. (2000), « La création d'entreprise par les chômeurs et les sans emploi : le rôle de la microfinance », Rapport pour le Programme d'action du Bureau International du Travail, La microfinance et le travail autonome. La Création d'entreprise par les chômeurs, BIT / PROFONDS-CRISES
- MESSENGER J. C., STETTNER A. (2000), « The Quality of Self-Employment Jobs in the United States », A Contribution to the ILO Action Programme on « Enterprise Creation by the Unemployed – The Role of Microfinance in Industrialized Countries », ILO / U.S. Department of Labor.
OCDE (2000b), Perspectives de l'emploi. Juin 2000 , Paris : Éditions de l'OCDE.